

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10[»]50. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13[»]20. — Belgique, fr. 10[»]60. — Espagne, 13[»]20. — Hollande, fr. 12[»]20. — Italie, fr. 9[»]60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 4 JANVIER 1874.

AVIS IMPORTANT.

Les personnes qui ne refuseront pas le second numéro de janvier seront considérées comme abonnées.

Nous prendrons remboursement de 4 francs avec le numéro du 18 janvier, sur tous ceux de nos abonnés, habitant la Suisse, qui ne paient pas leur journal par l'entremise du caissier de leur Section.

La crise dans les Montagnes.

Un compagnon du Locle nous envoie sur cet objet l'article suivant :

Le ralentissement survenu dans toute l'industrie horlogère par suite des désordres financiers d'Amérique, fait aussi sentir ses effets dans notre localité. Tous les ouvriers se plaignent, les uns de ne pas être occupés régulièrement, d'autres de manquer d'ouvrage tout à fait; ce sont surtout les monteurs de boîtes qui jusqu'ici sont les plus frappés. Beaucoup d'ateliers qui avaient eu du travail en abondance durant tout l'été passé, ont vu arriver l'automne sans que les cages rentrent, et même ont reçu l'ordre de suspendre l'exécution des commandes qu'ils avaient reçues des fabricants avant l'époque de St-Martin, parce que les paiements d'Amérique ne s'effectuaient pas.

Cette situation met les ouvriers dans une grande anxiété; chacun se demande si elle durera, ou si elle ne sera que passagère; dans cette incertitude, l'avenir se montre sous de sombres couleurs; en effet, aujourd'hui moins que jamais, les ouvriers ne sont en état de supporter une crise prolongée, parce que leurs ressources, pour plusieurs raisons, sont loin d'être ce qu'elles étaient il y a quinze ou vingt ans. Si les salaires ont augmenté dans quel-

ques branches qui ont su s'organiser en sociétés de résistance, ce n'est pas la règle générale. Il n'est pas rare d'entendre des ouvriers se plaindre qu'ils ne gagnent plus autant qu'ils gagnaient autrefois, et cela se rencontre surtout dans la catégorie de ceux qui travaillent dans les branches qui n'ont pas de sociétés de résistance; en effet, ils sont plus exposés aux funestes effets de la concurrence qu'ils se font entr'eux; car les fabricants, qui n'ignorent pas leur isolement, ne manquent jamais d'en profiter pour les forcer de faire leur ouvrage à bas prix en les menaçant, s'ils ne veulent pas accepter ces conditions, de ne plus leur donner de travail. Pour ces ouvriers-là, le prix de la main d'œuvre n'a pas augmenté (le contraire est plutôt la vérité), et ils ne sont pas peu nombreux. Car au Locle, quels sont les seuls ouvriers organisés pour résister d'une manière efficace à l'avitaillement constant des salaires? Les monteurs de boîtes, les faiseurs de secrets, les graveurs et guillocheurs. Nous avons bien encore les repasseurs et remonteurs, les peintres-émailleurs, et les pierristes-sertisseurs, qui sont organisés en sociétés. Mais, à en juger par l'esprit qui domine chez la plupart des sociétaires appartenant à ces dernières corporations, ils ne feront jamais de résistance, et se borneront à se secourir en cas de maladie ou de chômage accidentel. Outre cela, nous avons tous les ouvriers et ouvrières travaillant dans les petites parties, qui sont sans organisation aucune, par conséquent sans moyens d'entente collective, en sorte qu'ils n'ont pu améliorer leurs gains.

Quant à ceux qui ont obtenu des concessions, ils ne sont pas plus capables de supporter les conséquences d'une crise, parce que si l'on gagne un peu plus, tout le monde sait que les objets de première nécessité ont renchéri dans des proportions qui rendent nulle l'augmentation obtenue et qui ne permettent pas d'en profiter pour faire des économies en vue de traverser sans trop de priva-

tions une période de manque d'ouvrage. De plus, depuis quelques années, la manie de singer la bourgeoisie s'est tellement emparée de tous ceux qui, en apparence ou en réalité, avaient les moyens de vivre comme elle, que les ouvriers les plus aisés ont voulu avoir de beaux habits, de beaux ameublements, des logements spacieux, etc. Loin de nous la pensée de critiquer cette aspiration à des conditions de vie plus faciles; nous voulons simplement dire que pour les obtenir avec leurs salaires, les ouvriers qui se sont mis sur ce pied ont dû, soit y sacrifier tout ce qu'ils gagnaient, ou bien faire des dettes, et qu'en conséquence la manie dont nous parlons plus haut est devenue une source de dépenses qui, ajoutée à tant d'autres, a rompu complètement l'équilibre du budget. En somme, de quelque côté qu'on examine la situation, ce n'est pas sans frémir qu'on pense à quelle misère une crise de longue durée réduirait la totalité des populations ouvrières de nos montagnes.

Dans tout ceci, ce qu'il y a de plus révoltant c'est de constater la rapacité des patrons, la manière dont ils profitent immédiatement de la détresse des ouvriers pour les faire travailler à bas prix. Depuis le ralentissement des affaires, il est venu déjà plusieurs fois à notre connaissance que des fabricants, spéculant sur l'obligation où les ouvriers se trouvent actuellement de courir après l'ouvrage, n'ont voulu leur en donner qu'à des prix inférieurs, bien que le travail en question ne fût pas destiné au pays en crise, c'est-à-dire à l'Amérique. Il nous a été raconté la semaine passée, qu'un fabricant avait écrit à un *père de famille chargé de 8 enfants*, que dans l'état actuel des choses, s'il voulait avoir des repassages qu'on lui avait payés jusqu'ici 6 francs le carton, il faudrait que dorénavant il les fasse pour 5 francs. D'autre part nous entendons dire (mais nous ne pouvons vérifier le fait) que des fabricants ont voulu baisser de fr. 2,50 par carton de 6 pièces. Par contre, voici un fait connu de tout le Loche. M. François Dépollier, patron graveur, profitant de la facilité de se procurer du personnel en ce moment, a baissé chacun de ses ouvriers de fr. 10 par mois; en outre un célibataire qui veut travailler chez lui, devra y manger une nourriture très médiocre en qualité et qui lui sera comptée à raison de deux francs et quarante centimes par jour. Ainsi ce Monsieur ne se contente pas de baisser le prix du travail qu'il a à donner à ses ouvriers, mais il leur impose encore l'obligation d'accepter une pension dont il fixe le prix de façon à n'y rien perdre, bien entendu; et tout cela est à prendre ou à laisser.

De pareilles infamies méritent d'être portées à la connaissance du public ouvrier en général et des ouvriers graveurs et guillocheurs en particulier, pour qu'ils sachent à quoi s'en tenir sur le compte de ce patron sans cœur, qui hier encore était leur collègue d'atelier.

Cette manière de procéder est non seulement inhumaine, mais de plus elle est bête. Comment le bon sens ne dit-il pas à M. Dépollier qu'en agis-

sant ainsi il s'aliénera tous les ouvriers, et que lorsque l'ouvrage ira mieux, il ne s'en trouvera plus qui voudront travailler dans son atelier? Et quel est son but? C'est évidemment de s'arranger pour que la crise n'existe pas pour lui, parce qu'en baissant ses ouvriers il pourra entreprendre l'ouvrage à des prix inférieurs à ceux des autres patrons graveurs, ensuite que les fabricants, à ce qu'il s'imagine, lui donneront la préférence. Dans ce cas M. Dépollier se trompe, car les fabricants, dans une certaine mesure, sont obligés, en temps de crise, de favoriser les ouvriers qui ont travaillé pour eux dans des temps meilleurs, sans quoi ceux-ci pourraient bien, lorsque le travail sera abondant, ne pas être très complaisants envers ceux qui les auraient quittés. Ou bien pense-t-il engager Messieurs les établissemens à fabriquer davantage, parce qu'ils pourront faire leurs décors chez M. Dépollier presque pour rien? Là encore il perd la tête; qu'il se détrompe, il ne se fera pour cela ni une montre de plus, ni une de moins. Quel que soit son but, tôt ou tard ses procédés tourneront contre lui et nous l'engageons à y réfléchir, ce qu'il n'a peut-être pas assez fait, autant dans son propre intérêt que dans celui de tous ceux qui vivent du métier de la décoration; car qu'il ne l'oublie pas, il est plus facile de baisser les prix que de les hausser, et une fois en bas ils le sont pour tous.

La réforme de l'enseignement.

(Fin.)

L'école actuelle est incapable de remédier à cet état de choses, et cela pour deux raisons. Le milieu de la famille continue son action sur l'enfant; l'école elle-même, avec son organisation, sa manière d'enseigner les choses en ne les expliquant qu'à moitié, avec son absence de plan scientifique, avec son manque absolu de méthode, l'école réussit pour la plupart des cas à inspirer aux enfants un dégoût profond pour la science, qui se présente à lui sèche et aride, qui lui demande beaucoup de travail en ne lui donnant en revanche aucune satisfaction.

Faut-il s'étonner que dans un milieu pareil le goût des sciences ne se développe pas; les jeunes gens, en quittant la casquette de l'étudiant, quittent aussi leurs bouquins pour ne plus jamais les ouvrir. La science ne leur a rien dit, et si elle ne donnait pas une position sociale relativement meilleure, on se refuserait sans doute à lui consacrer les deux mois de « bûche » aussi embêtante qu'improductive qui a lieu avant les examens.

Changez les milieux; chassez de l'enseignement l'inutile et le nuisible, et vous aurez des enfants qui apprendront à aimer la science et qui suivront sans la moindre obligation tous les degrés de l'enseignement intégral.

D'après le rapport des *Solidaires*, l'enfant quitte l'école « ayant besoin de travailler pour vivre et pour aider ses parents. » D'où viendrait cette obli-

gation à l'enfant? Comment et pourquoi, dans une Commune débarrassée des entraves du gouvernement et du capital, dans une Commune dont les membres ont le travail assuré, justement distribué et rémunéré; comment dans une Commune sociale un homme pourrait-il avoir besoin de secours de la part de qui que ce soit, et à plus forte raison de la part d'un enfant? La révolution ne serait donc pas faite, ce qui est contradictoire au point de départ du rapport; ou bien les rapporteurs comprennent la révolution autrement que nous, et laissent subsister la possession individuelle des instruments de travail, c'est-à-dire le bourgeoisisme.

* * *

4. « L'éducation doit surtout se faire à la maison » par les parents de l'enfant. »

Cette division du domaine de l'instruction et de celui de l'éducation ne nous paraît pas être bien fondée. Il n'y a pas d'instruction sans éducation, et l'éducation non accompagnée de l'instruction intégrale n'est qu'un mot dont le sens est bien difficile à saisir. Rendez à l'enfant la science bien intelligible; montrez lui toutes les applications qu'il peut en tirer immédiatement; faites lui voir que la science est inséparable de la vie, que sans la science il n'y a pas de vie humaine possible, et vous lui donnerez l'amour de l'étude en même temps que du travail, vous lui donnerez donc la véritable éducation.

Quant à la morale, elle ne s'enseigne pas et on ne saurait en faire un corps de doctrine, à moins de vouloir entrer dans des abstractions. Il n'y a que la vie qui soit capable de donner des notions matérielles du juste et de l'injuste; vivant avec ses camarades et avec le reste de son entourage, l'enfant apprendra à les connaître sur des faits, tandis qu'il ne les comprendrait jamais, si on voulait les lui faire entrer dans la tête sous forme de maximes ou règles abstraites, qu'on est convenu d'appeler la morale, et par l'enseignement desquelles les soi-disant « rationalistes » veulent remplacer celui du catéchisme.

Les réflexions que nous présentons à nos lecteurs montrent jusqu'à quel point sont liées entr'elles toutes les questions du programme socialiste-révolutionnaire; elles font voir que la première de toutes les questions, celle à laquelle on est obligé de revenir en parlant de n'importe quelle branche spéciale, c'est bien la question de *la Commune*. Comment la Commune doit-elle être organisée dans une république sociale? Où s'arrête sa compétence exclusive? Est-elle compatible avec l'idée d'un gouvernement ou d'un Etat quelconque? Quel est son organisation économique?

Plus nous étudierons ces questions, plus nous serons capables de profiter de cette série de révolutions à travers lesquelles l'humanité doit passer et dont chacune portera de plus en plus en elle le caractère socialiste.

Nous félicitons les *Solidaires* d'avoir remis sur le tapis la grave question de l'instruction intégrale, tout en les invitant amicalement à se prononcer également sur les questions que nous venons de poser.

Les sections de notre grande Association doivent poursuivre cette étude sans relâche; car rappelons-nous bien que la révolution sociale ne peut pas se faire par une nation ou région isolée quelconque; pour être définitive, elle doit être internationale; de là la nécessité de notre organisation, de là aussi cette autre nécessité d'étudier partout les mêmes questions, de propager activement les principes de l'Internationale, pour rapprocher de nous autant que possible cette heure désirée où les instruments de travail seront remis entre les mains des travailleurs eux-mêmes, organisés en groupes de producteurs fédérés entre eux.

Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

L'*Internationale* de dimanche dernier ne nous étant pas parvenue, nous ignorons pourquoi, nous ne pouvons pas encore donner de compte-rendu du Congrès belge de Noël. Nous en parlerons dans notre prochain numéro.

Italie.

La misère va toujours croissant; et l'*Internationale*, malgré les persécutions, voit chaque semaine de nouvelles sections se joindre à elle. On sait que plusieurs internationaux, entr'autres Malatesta de Naples, Bagnolesi de Pérouse, Paganelli, Latini, rédacteur du *Risveglio*, sont en prison préventive depuis plusieurs mois. De nouvelles arrestations ont été faites à Florence, à Pérouse, à Ancône. A Pontassieve, quelques ouvriers faisant partie de l'*Internationale* ont été emprisonnés parce qu'ils parcouraient la campagne *sans cartes*. A Onna, village des Abruzzes, huit travailleurs des champs ont été arrêtés comme membres de l'*Internationale*.

Deux nouvelles sections ont été fondées à Pelago et à Sieti (Toscane). A Livourne, de nouvelles sociétés ont annoncé leur adhésion à la fédération ouvrière de cette ville.

Soixante sociétés ouvrières de Gênes viennent de publier dans toute l'Italie un chaleureux appel aux classes indigentes: cet appel porte pour épigraphe la devise célèbre des insurgés de juin: *Du pain ou du plomb*. Un grand meeting, tenu à Florence, s'est déclaré solidaire des principes exprimés dans l'appel des ouvriers génois. A la suite de ce meeting, la police a fait plusieurs arrestations.

En même temps que l'*Internationale* recrute chaque jour de nouveaux adhérents, la presse socialiste voit s'accroître constamment le nombre de ses organes. L'Italie possédait déjà le *Risveglio* de Siègne, le *Povero* de Palerme; nous avons annoncé récemment le *Capestro* de Fermo, le *Comunardo* de Fano, la *Fame* de Gênes; aujourd'hui nous annonçons

P'apparition de la *Giustizia* de Girgenti et du *Petrolio* de Ferrare.

Le Congrès des sections de la Toscane, qui avait dû être différé, a eu lieu le dimanche 7 décembre à Pise. Dix-neuf sections y étaient représentées. A ce sujet nous lisons dans le *Risveglio* le détail suivant :

« La police était sur pied. Mais malheureusement pour elle, par suite de mauvaises informations, elle attendait anxieusement sur la promenade, en dehors de la porte *alle Piagge*, les délégués afin de les honorer de sa surveillance tutélaire. Et voyez quel contre-temps ! Le Congrès s'est tenu au centre même de la ville de Pise, dans le calme le plus profond, pendant que les pauvres agents, hors de la ville près de la porte *alle Piagge*, battaient la semelle par un froid de tous les diables et ne voyaient rien venir. Pas de chance pour cette pauvre police ! »

La commission de correspondance de la fédération des sections de la Toscane a été placée à Livourne.

Espagne.

Les propositions faites aux sections espagnoles par leur commission fédérale, relatives à une souscription permanente en faveur des internationaux emprisonnés ou émigrés, ont été adoptées par la majorité des sections. En conséquence les membres des sections qui ne soutiennent pas de grèves s'imposeront à cet effet une cotisation extraordinaire d'un demi réal par semaine; dans les sections qui soutiennent des grèves, la cotisation sera d'un quart de réal (le réal vaut 26 1/2 centimes).

La Commission fédérale a envoyé 200 pesetas (la peseta vaut 4 réaux) au Conseil local d'Alcoy et 100 pesetas au Conseil local de San Lucar, comme premier secours aux internationaux détenus dans ces localités. Elle a décidé en outre que tout international émigré qui en ferait la demande, recevrait un secours de 5 pesetas.

Fédération jurassienne.

On nous écrit du val de St-Imier :

« La section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary était réunie en assemblée générale le 21 décembre. Il s'agissait de la reddition des comptes et du renouvellement annuel du comité. L'avoir de la société se monte actuellement à 1500 fr. Si l'on y ajoute les sommes déboursées cette année pour cas de maladie (400 francs environ), on devra se convaincre que les sociétés de métier peuvent devenir un puissant levier pour la classe ouvrière.

» Le renouvellement du comité a donné lieu à une proposition qui a été adoptée à l'unanimité, moins une voix, — celle de supprimer la présidence permanente. C'est là un progrès qui aura, croyons-nous, de bonnes conséquences morales; on ne s'en remettra plus si facilement à l'énergie, à l'initiative d'un seul membre, mais le comité dans son ensemble, d'abord, devra se convaincre qu'il assume une responsabilité collective plus sérieuse qu'auparavant, et dans les assemblées générales il y aura plus de place à l'initiative et à l'activité individuelle.

» Le secrétaire-correspondant est chargé de recevoir et de transmettre les communications. Pour le placement des ouvriers, il a été institué un bureau siégeant à St-Imier; ce bureau est composé de deux membres, auxquels sont adjoints de fait le secrétaire-correspondant et les commissaires locaux qui sont chargés de la transmission de toutes les offres et demandes de travail. L'appui du bureau de placement ne sera accordé qu'aux ouvriers se présentant avec leur carnet en règle de l'une ou l'autre section de la fédération; ceci pour éviter de continuer à être les dupes de quelques ouvriers qui se font encore un métier de la *carotte*.

» La section a renouvelé à l'unanimité son adhésion à la fédération jurassienne de l'Internationale.

» L'affaire du patron Jules-Edmond Chopard de Sonvillier a été de nouveau soulevée en assemblée générale. Trois nouveaux faux-frères sont entrés dans cet atelier interdit; ce sont les nommés *Beuret*, *Stoll* et *Huguenin*. Trois ou quatre sociétaires de Sonvillier, sans souci de leur dignité, se sont abaissés à fraterniser avec les sus-nommés. Ils ont été fortement blâmés par l'assemblée générale. A cette occasion, il importe de rappeler à ces sociétaires que ce n'est pas par des scènes de violence passagères qu'on fait acte de dévouement envers une association, mais en restant constamment digne et vigilant et en sachant rappeler à chaque instant, à ceux qui seraient tentés de l'oublier, que le salut de l'association pour nous, est au-dessus de toutes les petites considérations personnelles.

» En passant, un trait caractéristique des dispositions de quelques individus à l'égard de l'Internationale :

» Un orchestre de Munich avait organisé un concert aux Convers pour dimanche dernier et l'avait annoncé au public en lançant de petites affiches dans les localités avoisinantes. Dans un restaurant de Sonvillier, deux *ouvriers* satisfaits de leur sort prenaient connaissance de l'affiche; en tête on lisait : *Concert International*. A ce mot, l'un des deux s'exclama : *C'est pas encore écrasé tout c't'entraïn !*

» En voilà un qui, comme les *ouvriers* du Cercle des travailleurs de Neuchâtel, n'est certes pas dangereux pour l'ordre bourgeois. »

La société des graveurs, à Bienne, a repris beaucoup de vie et promet de marcher bientôt aussi bien que les sections du même corps de métier dans les montagnes.

Deux membres du Comité central de la fédération des graveurs, les compagnons Heng et Otterstetter de la Chaux-de-Fonds, s'y sont rendus en délégation, et ont assisté à l'assemblée générale du 14 décembre; leurs discours, où ils ont expliqué en termes clairs l'organisation de la résistance, ont produit un excellent effet.

Dans la même localité, les monteurs de boîtes d'or marchent bien; la propagande socialiste commence à se faire parmi eux: ils ont souscrit pour 2 douzaines d'*Almanachs du Peuple*.